ÉDITORIAL

Champ libre

Nous poursuivons, dans ce numéro (pages 460-466), l'analyse de l'action de l'Agence européenne du médicament (EMEA). Plus largement, nous vous invitons à faire un bilan de la politique du médicament en Europe.

Ce bilan est d'autant plus nécessaire que, très prochainement, deux propositions de Directive et de Règlement concernant la politique du médicament vont être soumises, pour adoption, au Parlement européen et au Conseil de l'Union européenne. Ces propositions ont été préparées et sont promues par la Direction générale "Entreprises" de la Commission européenne, dont dépend aujourd'hui directement l'EMEA.

Pour la Rédaction de la *revue Prescrire*, et pour de nombreux autres observateurs indépendants, ce bilan est loin d'être positif. Et dans 7 ans, il pourrait être encore pire, si les propositions actuelles, activement soutenues par le lobbying de certaines firmes pharmaceutiques, étaient adoptées telles quelles.

On peut souvent lire ou entendre dire que l'Europe est un "machin" technocratique, éloigné des populations, piétinant les vitalités nationales.

L'analyse détaillée du dossier "Médicament en Europe" montre qu'il n'en est rien. L'harmonisation est utile pour optimiser les ressources humaines et scientifiques, les institutions ne sont pas si mal conçues, elles ne sont pas figées, et elles sont perméables aux influences des citoyens. Encore faut-il que ceux-ci se préoccupent des sujets qui les concernent, et qu'ils s'expriment.

Et là est le vrai problème. Qui s'est occupé jusqu'à présent de la politique du médicament en Europe ? Pour ainsi dire personne, à part les industriels du médicament et leurs multiples courroies de transmission.

Il n'est donc pas étonnant que seul l'aspect industriel du médicament ait été pris en compte, que l'EMEA ait été rattachée à la Direction "Entreprises" et non à la Direction "Santé et Protection des consommateurs", que son budget soit financé en majorité par les firmes, comme celui des Agences nationales du médicament, etc. Le médicament est avant tout perçu comme une marchandise au service de la vitalité de l'économie "européenne", et non comme un des moyens disponibles au service de la santé des européens.

Dans le domaine du médicament, la politique pro-industrielle de libre marché, non soumise à un cahier des charges de santé publique, conduit à des errements dangereux. Mais ce n'est pas là une fatalité. Il n'est jamais trop tard pour agir. On peut, on doit oser changer le monde quand il ne convient pas. Il suffit de ne pas laisser le champ libre.

Nous vous convierons bientôt à l'action.

La revue Prescrire

Téléchargé sur prescrire.org le 04/05/2024
Copyright(c)Prescrire. Usage personnel exclusivement